

**BURUNDI**

**Des journalistes et observateurs des droits humains sont pris pour cibles**

*Index AI : AFR 16/004/2006*

*ÉFAI*

Mardi 18 avril 2006

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

La liberté de la presse et les droits humains ont subi une grave atteinte ce lundi 17 avril, lorsqu'une trentaine de journalistes et d'observateurs des droits humains ont été détenus – et certains violemment agressés – par des policiers, après une conférence de presse à Kinindo, Bujumbura.

La conférence de presse avait été organisée par Mathias Basabose, parlementaire CNDD-FDD.

Les journalistes n'avaient éprouvé aucune difficulté d'accès aux locaux à leur arrivée. Selon certaines informations, des membres de la police nationale et des services de renseignement étaient déjà présents au début de la conférence.

Quand la conférence s'est terminée, des policiers ont demandé aux journalistes de remettre leurs enregistrements et leur matériel d'enregistrement, afin de vérifier les informations recueillies. Toute personne qui obéissait pourrait ensuite quitter les lieux.

Les journalistes ont refusé d'obéir aux ordres de remettre leur équipement. Un journaliste, Charles Nshimiye, a tenté de s'échapper pour remettre ses enregistrements à ses confrères qui attendaient dehors. Un policier l'aurait empêché de partir et l'aurait agressé physiquement. Selon certains témoignages, ce policier a ensuite reculé et pointé son arme sur Charles Nshimiye, mais a été empêché de tirer par l'intervention de ses collègues.

À l'annonce de ces nouvelles, d'autres journalistes ont commencé à arriver pour enquêter sur les informations faisant état de l'événement qui venait de se produire. Une cinquantaine de policiers se trouvaient au dehors pour bloquer les locaux. Plusieurs journalistes auraient été frappés par des policiers à coups de crosse de Kalashnikov ou de matraque. Chantal Gatore, journaliste à Radio Isanganiro, a été passée à tabac et conduite à l'hôpital.

*« L'usage de la force par ces policiers était clairement excessive et constituait un*

*traitement cruel, inhumain et dégradant », a déclaré Tawanda Hondora, faisant fonction de directeur du programme Afrique d'Amnesty International.*

Les participants à la conférence ont été détenus pendant plus de six heures. Parmi ces personnes figuraient deux observateurs des droits humains de la Ligue *Iteka*.

Amnesty International considère cet événement du 17 avril comme une attaque visant la liberté de la presse au Burundi, et une violation du droit à la liberté d'expression reconnue par les normes internationales relatives aux droits humains, notamment l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui stipule clairement que : *« Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce. »*

*« La presse burundaise doit pouvoir travailler librement et en toute indépendance, sans crainte de représailles et sous la protection entière et inconditionnelle des autorités burundaises », a déclaré Tawanda Hondora.*

*« Les journalistes contribuent de manière essentielle à la création d'une société plus ouverte, plus équitable et plus transparente, en publiant et examinant de manière indépendante les activités et le fonctionnement du gouvernement. Les journalistes ne doivent pas être réduits au silence par l'intimidation. » ●*

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**